

(M. Clark) nous a garanti qu'aucune arme fabriquée au Canada n'aboutit en Afrique du Sud, au Salvador ou dans les pays qui sont bien connus pour violer les droits de la personne.

Mais nous savons tous que l'industrie mondiale des armements n'est pas aussi bien intentionnée que cela. Les produits canadiens peuvent être vendus à la Grande-Bretagne qui, à son tour, les vend à un commerçant en armes de l'Allemagne de l'Ouest qui, lui, les vend aux Saoudiens qui, eux, les acheminent vers les Sud-Africains. Nous insistons sur ce fait pour convaincre le gouvernement de renforcer les règlements et d'exiger que la destination finale soit déclarée avant de permettre aux armes fabriquées chez nous de quitter notre territoire. Malheureusement, le gouvernement n'a pas encore adopté cette position.

Je voudrais maintenant aborder la question plus globale de la course aux armements et des coûts économiques de cette course. De nos jours, au-delà d'un billion de dollars est consacré à la fabrication des armes. Naturellement, ce sont les deux superpuissances, l'Union soviétique et les États-Unis, qui dépensent le plus à cette fin. Elles sont suivies, j'en suis sûr, par l'Europe, la Chine, l'Inde et le Canada qui figure quelque part sur la liste.

Si on s'arrête à réfléchir au fait qu'un billion de dollars est dépensé chaque année, on est forcé de conclure qu'on ne peut pas retirer un billion de dollars de l'économie mondiale sans abaisser le niveau de vie des habitants du monde entier. Nous payons tous ces dépenses. Vous et moi, monsieur le Président, en payons la note.

Permettez-moi de vous donner un exemple. Étant donné l'énorme déficit des États-Unis, certains économistes prétendent que le pays a besoin de près de 90 p. 100 des épargnes de tous les particuliers et des entreprises des États-Unis simplement pour payer l'intérêt sur la dette. Les Américains doivent emprunter de l'étranger des sommes astronomiques pour payer l'intérêt sur leur dette. Et la seule façon d'y arriver, c'est en offrant des taux d'intérêt élevés.

Comme notre économie est si intimement liée à l'économie américaine, nous devons forcément hausser nos taux d'intérêt. N'oublions pas que les taux d'intérêt ont tendance à dépasser l'inflation de 2 ou 3 p. 100. Ils

Les crédits

devraient donc se situer autour de 6 ou 7 p. 100. Si tel était le cas, le déficit du gouvernement n'aurait rien de tragique. Si tel était le cas, les jeunes familles n'auraient aucun mal à rembourser leur hypothèque ni les agriculteurs de ma circonscription leur dette d'exploitation. Or, les taux d'intérêt s'élèvent à 12 ou 13 p. 100, et c'est en grande partie à cause de la course aux armements, qui est à l'origine des déficits et de la rareté du capital à l'échelle mondiale. Nous payons tous la course aux armements.

Nous vivons à une époque à nous devrions jouir d'une abondance de ressources et de services. Nous vivons à une époque privilégiée où notre capacité de produire pour répondre aux besoins de l'humanité devrait être sans limite. Et pourtant, notre époque connaît la rareté. Nous n'avons pas assez d'argent pour nos hôpitaux, nos routes et nos écoles. Nous manquons de logements convenables.

• (1030)

Force nous est de conclure que, si nous n'avions pas à tant dépenser pour les armements, nous aurions les ressources nécessaires pour construire des logements et pour maintenir en bon état nos rues, nos ponts et nos égouts. Nous pourrions répondre à tous ces besoins si seulement nous ne dépensions pas le gros de l'argent à construire des engins de mort et de destruction.

S'il y a une lueur d'espoir, c'est que les États-Unis et l'Union soviétique ont atteint les limites financières de la course aux armements, les États-Unis étant aux prises avec d'énormes déficits qui sont peut-être encore pires en Union soviétique. Ces superpuissances commencent à comprendre qu'elles n'ont plus les moyens de poursuivre l'escalade de la course aux armements. Elles doivent arriver à s'entendre et entamer un processus de désarmement réciproque pour commencer à contrôler les dépenses. En fait, au lieu d'envoyer des ambassadeurs et des généraux aux conférences sur le désarmement, nous devrions y déléguer des gens du Conseil du Trésor et du ministère des Finances, les seuls qui aient une vue réaliste de la course aux armements.

Quand, comme pays, nous commençons à participer à des programmes comme ARMX et à les parrainer, nous aggravons le problème mondial. Nous n'empêchons pas seulement le problème économique mondial, celui des dépenses excessives pour la production inutile d'engins